

**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/212 du 11 juin 2025  
mettant en demeure la société SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE de respecter les  
prescriptions applicables pour son établissement situé 17 rue Pierre Josse sur le  
territoire de la commune de BONDOUFLE (91070)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 19 mai 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/032 du 11 février 2021 portant autorisation environnementale de développer une activité de lavage et de stockage de bacs ayant contenu des produits alimentaires (hors sous-produits animaux) au sein d'un site déjà aménagé situé sur le territoire de la commune de BONDOUFLE,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEAT.2023-0006 délivré le 28 février 2023 à la société SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE pour la reprise des installations exploitées par la société SR IMMOBILIER,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 avril 2025, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 28 mars 2025, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 14 mai 2025 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier reçu en date du 2 juin 2025,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 28 mars 2025, l'inspecteur a constaté la non-conformité suivante:

- dépassements réguliers depuis quatre années des seuils des Valeurs Limites d'Emissions (VLE)



CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/032 du 11 février 2021 portant autorisation environnementale de développer une activité de lavage et de stockage de bacs ayant contenu des produits alimentaires (hors sous-produits animaux) au sein d'un site déjà aménagé situé sur le territoire de la commune de BONDOUFLE et notamment l'article 4.4.2.1. - Rejets aqueux,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE, dont le siège social est situé 79 boulevard Malesherbes 75008 PARIS, exploitant une installation sise 17 rue Pierre Josse 91070 BONDOUFLE, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/032 du 11 février 2021 portant autorisation environnementale de développer une activité de lavage et de stockage de bacs ayant contenu des produits alimentaires (hors sous-produits animaux) au sein d'un site déjà aménagé situé sur le territoire de la commune de BONDOUFLE et notamment l'article 4.4.2.1. - Rejets aqueux, en s'assurant que les seuils VLE (Valeurs Limites d'Emissions) sont respectées, **dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de BONDOUFLE.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Olivier DELCAYROU